

Le défi de la fiscalisation du secteur informel : Revue de littérature et bibliométrie

The challenge of taxation in the informal sector: Literature and bibliometric review

BENCHIKH Imane

Doctorant

Faculté des sciences juridiques, Economiques et Sociales Agdal

Université Mohammed V

Laboratoire d'études et de recherche en sciences de gestion

MAROC

EL HADDAD Mohammed

Enseignant chercheur

Faculté des sciences juridiques, Economiques et Sociales Agdal

Université Mohammed V

Laboratoire d'études et de recherche en sciences de gestion

MAROC

Date de soumission : 13/10/2025

Date d'acceptation : 14/11/2025

Pour citer cet article :

BENCHIKH I. & EL HADDAD M. (2025) « Le défi de la fiscalisation du secteur informel : Revue de littérature et bibliométrie », Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 8 : Numéro 4 » pp : 1629 - 1646

Résumé

La fiscalité est un outil fondamental pour la génération de revenus, le renforcement et la durabilité de l'économie, la réduction des externalités de marché, la régulation du commerce, la stimulation de la représentation et la réalisation de la justice fiscale ainsi que la responsabilisation et la réactivité de l'État. Le secteur informel dans les pays en développement a été considéré comme un obstacle à la mobilisation efficace des recettes intérieures, d'où l'accent renouvelé sur l'intégration du secteur dans les paniers fiscaux. À travers une revue de littérature et bibliométrique, cette étude a cherché à identifier les motivations variées présentées par les différentes parties prenantes (décideurs politiques, universitaires et administrateurs fiscaux) dans la littérature sur la nécessité d'administrer la taxe sur ce secteur et de renforcer l'application et d'évaluer la plausibilité de ces motifs de manière critique. Ce document a cherché à établir l'utilité d'un large éventail de recommandations visant à taxer le secteur informel. En ce qui concerne les méthodes et la collecte de données, cet article a principalement examiné la littérature (recherche documentaire). D'après les articles examinés, ce document reconnaît qu'il existe de nombreuses stratégies politiques pratiques que les pays en développement peuvent mettre en œuvre pour lutter contre le secteur informel.

Mots-clés : Fiscalité, Secteur informel ; Taxation ; gouvernance ; recettes

Abstract

Taxation is a fundamental tool for income generation, strengthening and sustainability of the economy, reducing market externalities, regulating trade, the stimulation of representation and the realization of tax justice as well as the accountability and responsiveness of the State. The informal sector in developing countries was seen as an obstacle to effective domestic revenue mobilization, hence the renewed emphasis on sector integration into tax baskets. Through a literature and bibliometric review, this study sought to identify the varied motivations presented by the different stakeholders (policy makers, academics and tax administrators) in the literature on the need to administer the tax on this sector and to strengthen the application and assess the plausibility of these grounds critically. This paper has sought to establish the usefulness of a wide range of recommendations aimed at taxing the informal sector. With regard to methods and data collection, this paper has mainly examined the literature (literature search). Based on the articles reviewed, this paper recognizes that there are many practical policy strategies that developing countries can implement to combat the informal sector.

Keywords: Taxation, Informal sector; Governance; Revenue

Introduction

Les finances publiques sont essentielles pour une croissance économique durable dans toute économie, ainsi que pour financer les dépenses publiques en matière de développement des infrastructures, de sécurité et pour remplir d'autres obligations sociales. La finance peut prendre deux formes : la finance domestique et internationale (aide, financement des donateurs et prêts) (Ndaka, 2017). La mobilisation des recettes intérieures est devenue une question d'actualité dans les programmes de développement contemporains en raison de quatre aspects majeurs (Daude, Gutierrez & Melguizo 2013). Ceux-ci sont décrits comme : (1) le financement budgétaire, l'investissement et les efforts des gouvernements pour atteindre leurs objectifs et plans de développement, besoin de revenus (2) la génération de revenus nationaux pour financer les objectifs de développement économique et social pourrait être un outil pour enrichir la capacité et les capacités nationales ainsi que renforcer les environnements institutionnels nationaux (3) la légitimité, la sécurité et le développement national exigent l'appropriation des priorités nationales (4) la responsabilité interne de l'État ainsi que la construction efficace et efficiente de l'État peuvent être améliorées si les citoyens sont responsables du financement gouvernemental (Daude et al., 2013:13 ; Sebele-Mpofu, 2020). La fiscalité est un moyen crucial par lequel le gouvernement peut mobiliser des revenus et elle serait au cœur du contrat social implicite entre l'État et ses citoyens. La fiscalité est ainsi devenue un point focal dans des plateformes comme le Forum de l'administration fiscale africaine (ATAF), le Réseau africain pour la justice fiscale (A-TJTN) et l'Initiative fiscale d'Addis (ATI) entre autres (Kundt, 2017a, 2017b ; Spotlight, 2012). Les cadres et systèmes fiscaux transparents, équitables et efficaces qui aboutissent finalement à une mobilisation efficace des recettes intérieures sont considérés comme essentiels pour la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) dans les pays africains (Kundt, 2017a).

Des chercheurs contemporains divulguent qu'il y a des recettes fiscales potentielles dans le secteur informel en croissance dans les pays en développement (Aranjo-Bonjean & Chambas : 2003 ; Masarirambi : 2013 ; Kedir : 2014), et ainsi taxer ce secteur augmentera les recettes fiscales nationales et améliorera le développement économique d'un pays (Pfister : 2009; John : 2010; Ohaka & Zukbee : 2015). Ces affirmations suggèrent que le fait d'ignorer la collecte des recettes fiscales de ce secteur entraînera de graves problèmes opérationnels pour le gouvernement et augmentera la charge fiscale sur quelques contribuables conformes dans le but de générer les revenus fiscaux indispensables. (CAGE : 2013; Dalu, Maposa, Dalu, & Pabwaungana : 2014). Les pays en développement sont confrontés à de nombreux défis politiques, économiques et administratifs pour combler les écarts fiscaux. La réforme fiscale est souvent difficile en raison des « groupes d'intérêts » qui profitent du système fiscal actuel (Parlement européen 2014) ce que la littérature qualifie de deal du diable (Munjeyi 2017). La fiscalité informelle est un véritable phénomène, en particulier dans les juridictions plus faibles (Van den Boogaard & Prichard 2016), il ne fait aucun doute que le secteur informel a un impact considérable sur la pauvreté et le développement. Par conséquent, les chercheurs et les décideurs politiques doivent élargir leur champ d'action pour comprendre la sophistication de ses activités afin de réduire les pertes de revenus (Munjeyi et al 2017). La recherche a montré que les institutions informelles nécessitent une réflexion critique sur la réforme appropriée du formel pour faire face aux déficits budgétaires, et une compréhension de la diminution des recettes fiscales provenant du secteur formel au niveau national pour éclairer les mesures

politiques. Gurtoo (n.d) conclut que la grande disparité entre pays développés et pays en développement concerne la façon dont ils perçoivent les acteurs du secteur informel dans l'économie.

Dans les pays développés, le secteur informel est considéré comme une « ressource » et des politiques ont été mises en place pour exploiter leur travail et les soutenir au fur et à mesure qu'ils passent progressivement au secteur formel (leçons tirées du Royaume-Uni, de l'Italie, de la Belgique, de la France et des Pays-Bas). Cela peut être mieux expliqué par l'idéologie du capital culturel - la philosophie des affaires (Bandura 1999). En bref, les pays développés ont abordé le secteur informel à travers une philosophie d'entreprise audacieuse tandis que dans les pays en développement, des textes de loi ont été conçus pour l'éteindre (Gurtoo n.d). Dans les pays en développement, l'économie est ancrée par le secteur informel qui représente plus de 60 % de sa contribution au produit intérieur brut (PIB) et au produit intérieur national (PNI) (Kalyani, Hod et Reader 2016).

Grâce à une présentation synthétisée des résultats et des implications des études examinées, cette étude explique également certaines autres lacunes de la recherche et les orientations pour des recherches plus approfondies. De plus, la présente étude aborde les points de vue divergents liés à chaque motivation pour taxer le SI afin d'évaluer la faisabilité de taxer le secteur. Heggstad et al. (2011) et Machedze et al. (2018) considèrent que la recherche est un outil crucial dans l'élaboration, l'évaluation et l'amélioration des politiques.

1. Aperçu du secteur informel : causes, activités, problèmes, impacts

L'Institut des affaires économiques (IEA), Budget Focus (2012), décrit la SI comme comprenant des activités non régies par des réglementations telles que l'environnement, lois fiscales et du travail, mais sont souvent soumises à la gouvernance et à la réglementation par les autorités locales et celles-ci ne sont normalement ni surveillées ni incluses dans le produit intérieur brut (PIB) des pays. L'UDSM, DoE (2018) explique le secteur comme caractérisé par un degré élevé de manque de réglementation par l'État, des transactions en espèces et une mauvaise comptabilité, ainsi que l'absence de registres. Bongwa (2009) l'appelle « le difficile à taxer » et selon Mbilinyi et Mutalemwa (2010:1), le secteur est largement composé de groupes non enregistrés et difficiles à taxer, qui incluent « petits commerçants, agriculteurs, petits fabricants, artisans, professionnels individuels et de nombreuses petites entreprises ». D'autres le décrivent comme l'économie cachée, l'ombre et souterraine, entre autres descriptions. Il n'y a pas d'accord sur la façon dont l'IS est défini, mais les chercheurs convergent vers un point commun (Sebele-Mpofu & Msipa, 2020), c'est-à-dire la reconnaissance que l'IS est diverse, omniprésente, en plein essor dans les pays en développement et qu'elle couvre certains secteurs cruciaux du monde des affaires, qui incluent le commerce de détail, la fabrication et la construction entre autres secteurs (Benjamin & Mbaye, 2014; Kundt, 2017a; Pimhidzai & Fox, 2011). L'ampleur réelle du secteur est difficile à estimer car les chiffres couramment présentés dans la littérature sont sujets à controverse, souvent contestés et fortement critiqués en raison de la rareté des données, de la nature cachée du secteur et des liens politiques avec le secteur (Kundt, 2017a).

On estime que la société de l'information contribue à environ 35-50 % du PIB dans les pays en développement (Joshi et al, 2014 ; Maina, 2017). La société de l'information dans les pays à faible revenu est décrite comme étant deux fois plus grande que le même secteur dans les pays de l'OCDE. On estime que le secteur est le plus important en Amérique latine et dans la région des Caraïbes, avec une contribution d'environ 39,9 %, suivi par l'ASS avec 37,8 %, l'Asie de l'Est avec 22,1 % et enfin, les pays de l'OCDE (Kundt, 2017a ; Schneider & Buehn, 2018). Dans la compatibilité des opinions, Medina et Schneider (2018) estiment que la Bolivie (en Amérique latine) possède le plus grand IS au monde avec une contribution estimée au PIB d'environ 63 %, suivie du Zimbabwe (en Afrique subsaharienne), avec une contribution au PIB d'environ 60 %. Dickerson (2014) soutient que l'IS crée 30 % du PIB mondial et, de manière conservatrice, 40 à 60 % de l'économie d'ASS (Dickerson, 2014). Bhorat, Naidoo et Ewinyu (2017) affirment que l'EI occupe actuellement une position centrale dans les pays en développement, contribuant à environ 50 à 80 % du PIB de ces nations en développement, représentant une part plus importante d'emplois d'environ 60 à 80 % et 90 % des nouveaux emplois. Le tableau 1 ci-dessous, adapté du Budget Focus de l'AIE, présente une comparaison des caractéristiques des SI dans les pays de l'OCDE et dans les pays en développement.

Tableau 1: Caractéristiques de la SI dans les pays à revenu élevé et les pays en développement à faible revenu.

	Pays de l'OCDE à haut revenu	Pays à faible revenu
L'emploi et au PIB	About 10% to 20% of employment and GDP in the IS.	Jusqu'à 50 % du PIB, mais une part plus élevée de l'emploi environ 90%.
Conformité fiscale	La non-conformité est principalement due au non-respect avec les exigences légales du secteur formel (pénal activité, évasion fiscale et réglementaire).	Non-conformité principalement due à une capacité inadéquate pour se conformer, l'analphabétisme, l'innumérisme et les faibles spécificités comptabilité et conformité fiscale Part significative (5 %-30 %) dans la sous-catégorie non monétaire secteur de la tence.
Concentration de la taxe non-conformité	Non-respect de la taxe concentré en self-service employé et travail au noir, argent liquide ou emploi sans papiers.	Rural (agriculture et commerce) et urbain croissant secteurs (commerce des services personnels, nourriture et boissons services, petit et fabrication).
Niveaux de revenu	Niveaux de revenu égaux ou supérieurs au secteur formel.	Niveaux de revenu inférieurs à la moyenne.
Sécurité sociale	Les cotisations de sécurité sociale constituent une incitation majeure pour l'emploi informel non taxé	Cotisations de sécurité sociale insignifiantes, la plupart ci-dessous le seuil minimum d'impôt sur le revenu

Source : IEA Budget Focus (2012)

Le résumé ci-dessus est également critiquable car il décrit les IS comme des activités à petite échelle avec de faibles revenus entreprises par le secteur vulnérable de la société avec de faibles niveaux d'alphabétisation. Le secteur comprend à la fois les personnes vulnérables avec de faibles revenus et les personnes très privilégiées avec des revenus élevés qui sont dans le secteur pour échapper à l'impôt et souvent aidées par des connexions politiques (Mashiri, 2018 ; Sebele-Mpofu & Msipa, 2020). Malgré les débats controversés sur le secteur, il existe un consensus selon lequel les débats sur la politique fiscale, la conception et la recherche doivent se concentrer sur la façon d'élargir l'assiette fiscale en incluant le SI dans le filet fiscal (Dube & Casale, 2016 ; Kundt, 2017a ; Mpapale, 2014 ; Sebele-Mpofu & Msipa, 2020) ou peut-être comment stimuler le moral fiscal dans le secteur (Bitzenis & Vlachos, 2018 ; Dickerson, 2014 ; Sebele-Mpofu, 2020). Les facteurs contributifs les plus importants à l'informalité sont résumés comme des impôts excessifs, l'inflation, une mauvaise application des lois fiscales, de faibles salaires, des réglementations gouvernementales excessives pour formaliser le secteur informel et le taux de chômage élevé, entre autres (Marcias : 2008; John : 2010; Zhou & Madhikeni : 2013). Les politiciens capitalisent sur ce secteur de l'économie en évitant l'imposition d'une taxe sur ce secteur et en assouplissant certaines lois importantes, afin de s'assurer qu'ils sont élus au pouvoir (x). De telles actions rendent l'informalité plus attrayante et la formalisation moins attrayante (Bairagya : 2011, Karki & Xheneti 2016). Mpapale (2014) affirme que le secteur informel a vu le jour en raison des attributs suivants : facilité d'entrée, faible niveau d'éducation, rareté de l'emploi formel et incapacité des gens à lever suffisamment de capital initial pour créer des entreprises formelles. Certaines études montrent également que l'impact des impôts sur l'informalité varie en fonction de la qualité de la gouvernance, comme le montre la corruption (Litina & Palivos 2015). Palil (2011) constate qu'à de faibles niveaux de corruption, des impôts plus élevés ont tendance à être associés à des taux d'informalité plus faibles, comme le montre la part du travail indépendant. Russel (2010) résume les principaux facteurs qui influencent une entreprise à fonctionner de manière informelle et ceux-ci incluent : la charge fiscale globale et la contribution à la sécurité sociale ; la complexité du système fiscal (Dalton & Gangi 2007) ; le coût de formalisation d'une entreprise ; l'environnement social dominant ; l'efficacité de l'administration fiscale ; et les attitudes envers l'autorité gouvernementale et les dépenses publiques. La Banque mondiale (2011) reconnaît l'importance du secteur informel dans les pays en développement comme dans les pays développés, car il absorbe des dizaines de travailleurs au chômage et est parfois appelé sécurité sociale pour les pauvres. Pour la plupart des gouvernements, ces préoccupations l'emportent sur tous les avantages que le secteur informel offre comme source de création d'emplois et comme filet de sécurité pour les pauvres. De nombreux chercheurs révèlent qu'un niveau élevé du secteur informel présente les défis suivants : saper l'état de droit et la gouvernance (cela peut affaiblir le respect que les citoyens ont pour leur nation) ; entraîner une perte de contrôle réglementaire sur les conditions de travail et la fourniture de services dans l'économie ; réduit la capacité de l'État à assurer la cohésion sociale et l'ordre public ; les pertes fiscales dues aux activités économiques clandestines ; entraîne un avantage concurrentiel injuste pour les entrepreneurs informels par rapport aux entrepreneurs formels ; coûte aux pays en développement un pourcentage significatif

2. La fiscalité et le secteur informel

Des discussions introductives sur l'ampleur de la SI dans les pays en développement, en Afrique et en ASS, les statistiques bien que controversées, indiquent une SI importante et croissante qui rend difficile pour les faibles-les pays à revenu doivent mobiliser suffisamment de fonds pour le financement du développement durable par la fiscalité (Heggstad, Ustvedt, Myhrvold-Hanssen et Briseid, 2011; Kundt, 2017a; Ligomeka, 2019; Mpapale, 2014). D'un autre côté, l'ampleur du secteur offre une opportunité intéressante d'élargir la base d'imposition et de faciliter indirectement la transition des entreprises informelles vers le secteur formel, tout en minimisant les obstacles à la formalisation (Budget Focus de l'AIE, 2011). Les chercheurs ont offert des opinions contradictoires sur la taxation de l'IS. Certains chercheurs soulignent le fait que des montants très minimes, voire inexistantes, sont transférés des revenus réalisés dans le SI vers les caisses de l'État à titre d'impôt et que la non-imposition du secteur entraîne des pertes et des fuites de revenus substantielles (Joshi et al., 2014 ; Makocheke, 2020 ; Mbilinyi & Mutalemwa, 2010). Nonobstant ces arguments, d'autres contestent ces affirmations, faisant valoir que l'IS contribue aux paniers de revenus de ces gouvernements par divers moyens tels que les taxes formelles (TVA, droits de douane et taxe de vente entre autres) (Dalu, Maposa, Dalu, & Pabwaungana, 2013), taxes régressives telles que les redevances locales, les droits de licence et autres prélèvements locaux (Newman, 2019 ; Rogan, 2019) et taxes informelles telles que les pots-de-vin, les paiements aux barons de la terre et autres cartels (Meagher, 2018). Par conséquent, toute imposition supplémentaire est jugée plutôt injuste, oppressive et préjudiciable à la rentabilité du secteur et à sa survie (Ligomeka, 2019 ; Meagher, 2018 ; Meagher & Lindell, 2013 ; Pimhidzai & Fox, 2011) ainsi qu'à la perpétuation des inégalités de revenus (UDSM, DoE, 2018).

Bien que les pots-de-vin ne contribuent pas au panier de revenus, ceux-ci proviennent des revenus de l'IS, augmentant ainsi leurs coûts commerciaux. Plusieurs chercheurs ont également soumis divers défis à surmonter si jamais le SI peut être imposé avec succès et équitablement. Parmi ceux-ci, citons : la nature mobile et nébuleuse du secteur, les coûts de collecte élevés, l'agressivité des opérateurs, les transactions en espèces, la mauvaise tenue des dossiers, les contraintes de capacité, la multiplicité des taxes, la complexité des systèmes fiscaux et le manque d'engagement des parties prenantes, entre autres défis (Mbilinyi & Mutalemwa, 2010; Sebele-Mpofu & Chinoda, 2019; Sebele-Mpofu & Msipa, 2020). Aussi formidables que ces contraintes semblent être, les gouvernements n'ont pas été dissuadés de faire des tentatives pour taxer le secteur de manière efficace et efficiente, des raisons très importantes doivent être à l'origine de ce regain d'intérêt pour la taxation de l'IS (Getachew, 2019 ; Ndaka, 2017 ; Resnick, 2019 ; Rogan, 2019).

3. Approches pour freiner le secteur formel et stimuler le moral fiscal

Il est largement admis que la mobilisation des ressources locales peut servir de source importante de revenus pour financer les initiatives locales de base et engager les citoyens avec les gouvernements locaux. Actuellement, un grand nombre de citoyens sont irresponsables et les gouvernements ne parviennent pas à atteindre l'objectif national en raison du déficit budgétaire (Van den Boogaard et Prichard 2016). Il est important de mettre en commun dans le secteur informel le filet fiscal. La prolifération du secteur informel englobe le potentiel pour

l'emploi, une fabrication locale plus importante, une prestation de services de qualité et finalement un recouvrement accru des recettes fiscales conduisant à une augmentation des recettes fiscales nationales (Tanzania Revenue Authority (TRA) : 2011). Ainsi, taxer le secteur informel en plein essor présente l'opportunité de générer des revenus pour combler l'écart dans les recettes fiscales et réduire l'écart fiscal. Cela augmentera également la visibilité du secteur informel dans les programmes nationaux et dans l'économie (Africa Tax Spotlight : 2012; CAGE : 2013). Taxer le secteur informel améliorera la collecte des recettes (Palil 2010), la croissance et la gouvernance, la productivité, la fourniture d'infrastructures, l'éducation publique et les soins de santé, le moral fiscal, la redistribution des revenus et de la richesse et (politique) représentation ainsi que fournir une interface entre le gouvernement et les parties prenantes (Aranjo-Bonjean et al : 2003; Gobham : 2005; Myles : 2007; Africa Tax Spotlight : 2012; Dalu et al : 2013, Joshi, Prichard & Heady 2012). Pfister (2009 : 4) résume l'utilisation des impôts collectés par le gouvernement pour financer leurs besoins en infrastructures sociales et physiques ; fournir un environnement budgétaire stable et prévisible pour promouvoir la croissance économique et l'investissement ; promouvoir la bonne gouvernance et la responsabilisation en renforçant les relations entre le gouvernement et les citoyens; et veiller à ce que les coûts et les avantages du développement soient équitablement partagés. Bairagya (2011) soutient que le gouvernement devrait taxer le secteur informel pour augmenter le rendement fiscal du gouvernement, ce qui améliorerait la prestation de services et la gouvernance. Dans ses remarques, Bairagya (2011) affirme que la surprotection de ce secteur en tant que catégorie spéciale et en particulier, la soi-disant incapacité à payer des impôts et à se conformer à d'autres réglementations, a un effet négatif sur l'économie dans son ensemble. À cet égard, les décideurs politiques doivent considérer le secteur informel comme le centre du développement qui stimulera le développement économique et améliorera le produit intérieur brut d'un pays. Bien qu'il y ait des défis dans l'imposition de ce secteur informel, allant de la sous-déclaration du revenu imposable, le manque d'autorité et de mécanismes pour surveiller les activités du secteur informel, le secteur informel n'étant pas enregistré et l'éthique fiscale, qui conduisent au déficit budgétaire (Dalu et al : 2014 ; Alabede, Zaimoh & Kamil 2010 ; Zimra : 2010) l'exercice doit être effectué. Le fait que les acteurs du secteur informel ne soient pas enregistrés ni reconnus et qu'ils se livrent à des activités illicites rend difficile leur imposition (Martinez Vazquez, Parupong & Timofeer : 2009). Cela augmentera les recettes fiscales du gouvernement et permettra d'atteindre des objectifs de gouvernance plus larges (Joshi & Heady : 2012). Joshi et al (2012) proposent des stratégies politiques pour lutter contre le secteur informel, qui taxent directement par le biais de taxes commerciales, élargissent la portée des principales taxes du secteur formel et développent des régimes fiscaux présomptifs spécialisés. Williams (n. d) propose hypothétiquement des politiques pour freiner l'économie informelle et celles-ci incluent : ne rien faire ; déréglementer le secteur formel ; éradiquer le secteur informel, ou formaliser le secteur informel. Il fournit ensuite un large éventail de stratégies pour lutter contre le secteur informel et celles-ci incluent des contrôles directs (encourager) et indirects (dissuasifs : Sanctions administratives et surtaxes fiscales et sanctions ainsi que des pénalités publicitaires) - communément appelées « carottes » et « bâton » mesures (Zhu 2007, Banque mondiale 2011). Les chercheurs soulignent que l'utilisation de l'appareil d'État répressif (RSA) a un

impact négatif sur la culture et la croissance du secteur informel (Wold Bank 2011, Chuenjit (2014, Munjeyi et al 2017). RSA étouffe les potentiels de croissance du secteur informel. D'autres mesures comprennent la reconnaissance de l'existence du secteur informel dans le système fiscal et les questions politiques (cela implique la fourniture de conseils et d'un soutien sur la façon de formaliser, lutter contre les pratiques de corruption; formalisation, ouvrir des lignes d'assistance sur la conformité fiscale et l'éducation; allègement de l'impôt sur le revenu pour le secteur informel; simplifier les procédures d'enregistrement des entreprises (Tadjibaeva & Komilova 2009); l'éducation fiscale) et la modification des institutions informelles (par le biais de l'équité procédurale et de la justice, la justice redistributive plus large du développement économique et social) entre autres (Williams n.d). De telles politiques ont été largement adoptées dans la communauté européenne et une partie de l'Afrique (Banque mondiale 2011, OCDE 2017). En plus de ces politiques visant à réduire l'informalité, la Banque mondiale (2011) recommande que les campagnes de sensibilisation et de prise de conscience communautaires concernant les conséquences des activités clandestines réorientent celles du secteur informel pour se conformer aux lois fiscales. International Tax Compliance Compact (2013) recommande que, pour exploiter les recettes fiscales des autorités fiscales du secteur informel, il faudrait : améliorer la gestion et le pilotage des processus de réforme ; améliorer les relations avec les contribuables (par la mise en œuvre de mesures efficaces de lutte contre la corruption, le renforcement du système d'appel fiscal, la réduction des coûts de conformité, l'amélioration de l'accès à l'information, l'investissement dans l'éducation des contribuables et la participation communautaire); le renforcement des fonctions d'audit; renforcement des ressources humaines et des capacités et développement du soutien informatique. Tadjibaeva & Komilova (2009) préconisent que le secteur informel puisse être mis hors de portée fiscale par l'une des mesures suivantes : inclusion financière (c'est-à-dire accès au crédit formel, aux facilités bancaires, promotion d'une économie sans numéraire numérique et transmission des connaissances financières); introduction du contrôle à distance (inspections par caméra ou audits à distance)réformes foncières et fiscales (offre des incitations à la croissance); augmenter la connectivité; améliorer la qualité du capital humain (l'éducation et les niveaux de compétence fourniront un terrain pour la formalisation de l'économie) et un meilleur accès aux marchés et à la découverte des prix. Ils ont également suggéré que la numérisation des transactions financières, la promotion de l'achat et de la vente numériques sans frais de transaction, la démonétisation progressive et les incitations à la transaction numérique limitent la prolifération des activités du secteur informel dans toute économie.

4. Matériel et Méthode

La bibliométrie peut évaluer les principales caractéristiques des activités scientifiques dans le domaine de la recherche en appliquant des méthodes statistiques (Broadus, 1987). L'objectif de l'analyse bibliométrique est de fournir un aperçu systématique et visualisé des publications existantes. Par conséquent, l'analyse bibliométrique par des approches analytiques computationnelles et visuelles offre des opportunités d'améliorer la rapidité, l'accessibilité et la reproductibilité des études de la littérature d'un domaine de recherche (Li & Xu, 2021). L'analyse bibliométrique implique des méthodes statistiques de comptage bibliographique

pour évaluer et quantifier la croissance de la littérature pour un sujet particulier (Tsay, 2008). Dans cet article, deux outils d'analyse visuelle, Bibliometrix et VOSviewer, sont utilisés pour visualiser. Bibliometrix est un logiciel d'analyse visuelle qui a la fonction d'analyse de cooccurrence pour différents pays/régions, institutions et auteurs (Chen, 2004). Il peut également fournir un regroupement et une distribution des connaissances, et a été largement utilisé pour analyser les connaissances potentielles contenues dans la littérature scientifique (Chen, 2006 ; Chen & Song, 2019). VOSviewer est un outil utilisé pour construire et visualiser des réseaux bibliométriques (Nees & Ludo, 2010). Il peut construire des réseaux basés sur des citations, un couplage bibliographique, une co-citation ou des relations de co-auteur. Les deux outils sont basés sur l'environnement Java pour fonctionner. Les approches analytiques visuelles peuvent être affichées comme une sorte de graphique de connaissances visualisé. Dans le contexte de cette recherche, une analyse bibliométrique a été menée sur des articles de revues publiés et indexés dans la base de données Scopus avec les mots-clés ("informal sector" OR "informal economy" OR "shadow economy" OR "underground economy") AND (tax* OR "presumptive tax" OR VAT OR "tax morale" OR compliance) AND (develop* OR Africa OR "developing countr*"). Des restrictions ont été imposées, avec seulement la sélection d'articles en anglais, de contenus issus de domaines de la finance et de recherches publiées dans la période 2000 à 2025.

Les données ont été extraites selon les possibilités dans Scopus, et des données descriptives sur les articles ont été enregistrées, telles que le titre, l'auteur, la revue, l'année de publication, les mots-clés, et le résumé., etc. Les données sont extraites de Scopus, au format CSV pour effectuer l'analyse bibliométrique avec VOSviewer.

Après avoir collecté et combiné les articles pertinents, l'étape suivante a été l'analyse des données à l'aide d'un logiciel d'analyse bibliométrique, en particulier l'application VOSviewer.

Cette étude de recherche, impliquant une analyse bibliométrique du développement des travaux universitaires sur le défi de la fiscalisation du secteur informel. Les résultats de l'analyse bibliométrique ont mis en lumière des tendances et des modèles significatifs dans les travaux savants relatifs à la fiscalisation du secteur informel.

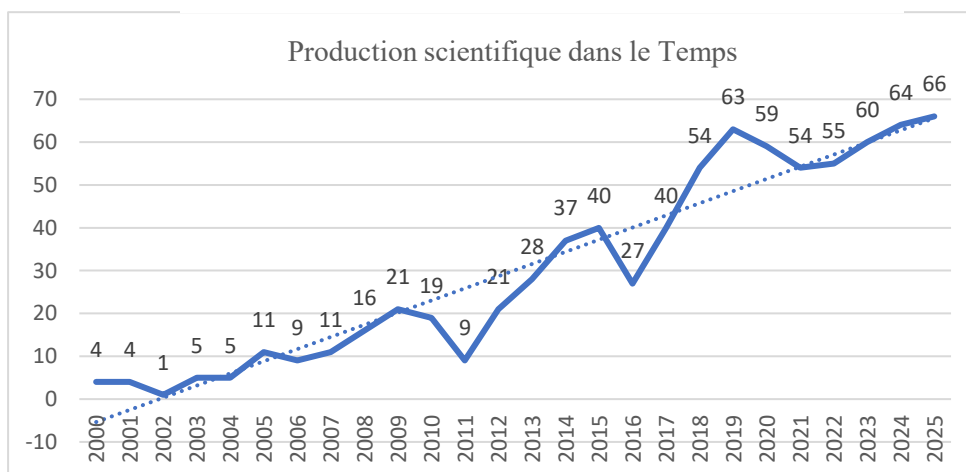
5. Résultats d'analyse bibliométrique

Les résultats de l'analyse bibliométrique sont présentés dans cette section, y compris l'analyse générale, l'analyse du réseau de coopération et l'analyse des mots-clés. L'analyse générale présente le développement et la distribution des publications dans le domaine de la fiscalisation du secteur informel à partir des indicateurs annuels, des types et des revues sources des publications. L'analyse des réseaux de collaboration a utilisé VOSviewer pour montrer clairement le nombre de publications co-écrites et les relations de collaboration entre différents pays/régions, institutions ou auteurs. C'est un moyen important de comprendre rapidement les frontières dans un domaine (Ji et al., 2021). Les mots-clés peuvent exprimer de manière concise le cadre que les auteurs dégagent pour leur travail (Henry et al., 2021), de sorte que l'analyse par regroupement, l'analyse de la vue chronologique et l'analyse de la vue de fuseau horaire peuvent intuitivement montrer les problèmes populaires actuels et la tendance du développement dynamique des mots-clés dans différentes périodes.

5.1. Analyse de l'évolution de la publication

La figure 2 dépeint une progression généralement ascendante de 2000 à 2025, interrompue par certaines variations sporadiques. Face au défi de la taxation du secteur informel, cette évolution peut être vue comme le signe d'un intérêt scientifique de plus en plus marqué pour cette question. Effectivement, la décennie 2000-2010 témoigne d'une évolution lente et inégale, reflétant une compréhension encore restreinte du phénomène informel et de ses conséquences fiscales. Depuis 2011, on observe une intensification notable de la production scientifique, témoignant d'un engagement plus soutenu des chercheurs et des institutions pour élucider les mécanismes inhérents au secteur informel, ses causes structurelles ainsi que les défis liés à sa formalisation.

Figure 1: Production scientifique dans le Temps



Source : Scopus.

5.2. Evolution de la production des Auteurs

Le tableau souligne les principales personnalités ayant participé aux études sur la fiscalisation du secteur informel, en se basant sur leurs écrits, le nombre de fois où ils ont été cités et leur impact dans le domaine scientifique. Colin C. Williams, originaire du Royaume-Uni, se distingue nettement dans le domaine avec 480 publications, 12 300 citations et un indice H de 54. Ces chiffres illustrent une productivité élevée et un impact significatif dans le domaine de l'étude de l'économie informelle et des politiques de formalisation. Friedrich Schneider (Autriche), une autre personnalité importante dans l'étude de l'économie souterraine, le suit de près avec 238 publications, 10 556 citations et un indice H de 47, témoignant d'une reconnaissance académique à l'échelle internationale. D'autres écrivains tels que Horodnic Ioana Alexandra (États-Unis), Elgin Ceyhun (Turquie) ou Windebank Jan E. (Royaume-Uni) affichent également des publications significatives avec un indice H se situant entre 21 et 22, illustrant une activité de recherche dynamique mais plus spécialisée. Des chercheurs provenant de pays en développement, comme Franić Josip et Bezeredi Slavko (Croatie) ou Esaku Stephen (Ouganda), présentent un volume de publications et de citations relativement restreint. Cela reflète une participation grandissante mais toujours modeste de ces régions dans l'étude de la fiscalisation du secteur informel. Dans l'ensemble, ce tableau

met en évidence une importante concentration de la recherche dans les pays développés, surtout en Europe. C'est là que les études majeures structurent la pensée globale concernant les stratégies d'intégration fiscale du secteur informel.

Tableau 2: Evolution de la production des Auteurs

Ordre	Auteurs	Nbe de pub	Citations	Pays	H-index
1	Williams, Colin C.	480	12,300	United Kingdom	54
2	Horodnic, Ioana Alexandra	64	1,317	United States	21
3	Elgin, Ceyhun	85	1,223	Turkey	21
4	Schneider, Friedrich	238	10,556	Austria	47
5	Franić, Josip	19	206	Croatia	9
6	Nadin, Sara J.	49	1,726	United Kingdom	22
7	Windebank, Jan E.	76	1,348	United Kingdom	22
8	Arbex, Marcelo	28	171	Canada	6
9	Bezeredi, Slavko	16	120	Croatia	7
10	Esaku, Stephen	20	239	Uganda	10

Source : Scopus.

5.3. Fréquence des mots – clés

La carte bibliométrique générée par VOSviewer souligne la structure conceptuelle du domaine de recherche concernant la fiscalisation de l'économie informelle. Plusieurs grappes colorées regroupent les mots-clés, représentant les axes principaux d'analyse interconnectés autour des termes centraux « INFORMAL SECTOR » et « TAXATION », qui se trouvent au centre du réseau.

- **Le centre vert** : centré sur les termes secteur informel, fiscalité, réforme fiscale et monde en développement, représente l'essence des recherches dédiées aux mécanismes fiscaux dans le contexte des économies informelles, spécialement dans les pays en voie de développement. Il souligne les enjeux liés à la réforme fiscale, à la gouvernance économique et à l'inclusion du secteur informel dans les systèmes fiscaux des pays.
- **Le groupe rouge** : rassemble des expressions comme politique de santé, équité, évaluation économique ou humains, ce qui suggère une orientation de recherche axée sur les conséquences sociales et sanitaires de la fiscalité, en particulier en relation avec la protection sociale, la justice fiscale et l'équité économique.
- **Le regroupement bleu** : inclut des concepts tels que les pays en développement, la politique environnementale, le secteur formel et les conséquences économiques et sociales, suggérant une analyse de la transition du secteur informel vers le formel et de ses impacts socio-économiques et environnementaux.

pays constituent donc des laboratoires empiriques essentiels pour l'étude des stratégies de fiscalisation et des politiques d'intégration économique.

La présence de pays européens comme l'Allemagne, la France, la Belgique ou l'Espagne témoigne d'un intérêt croissant pour la dimension internationale du phénomène, notamment en matière de coopération fiscale et de partage d'expériences en matière de formalisation.

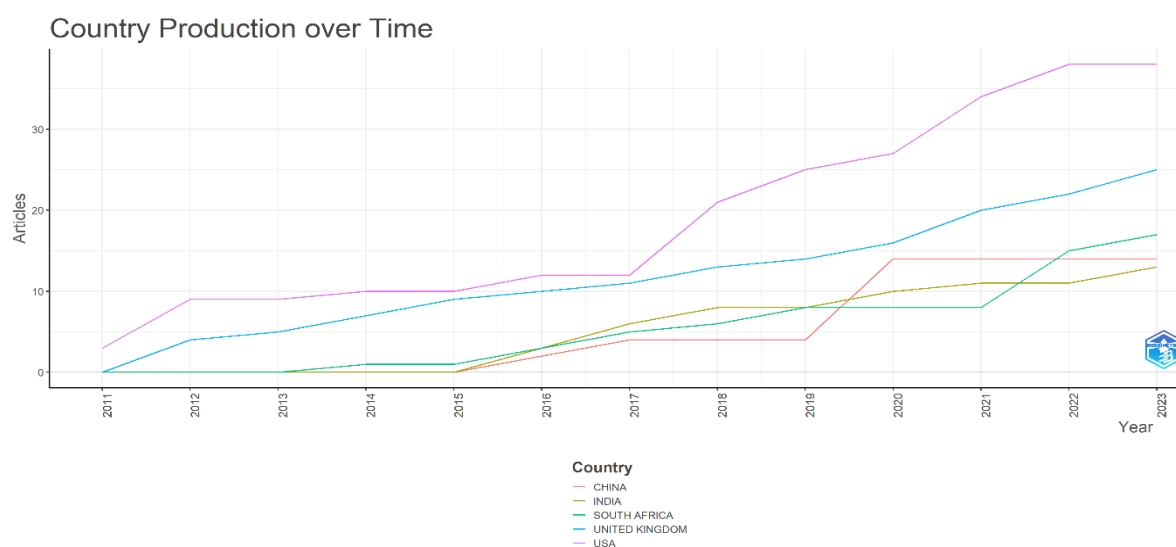
Globalement, cette répartition géographique reflète une tendance de recherche mondiale, dominée par les nations du Nord tout en étant nourrie par d'importantes contributions venant du Sud. Elle souligne que la taxation du secteur informel est un enjeu transversal qui engage autant les pays développés que les pays en voie de développement, chacun traitant la question en fonction de ses spécificités économiques, institutionnelles et sociales.

Tableau 3: Production des pays dans le temps

Pays	Doc	Pays	Doc
United Kingdom	26	Spain	5
United States	25	Sweden	5
South Africa	13	Turkey	5
Canada	10	Japan	4
Germany	8	Netherlands	4
India	7	Nigeria	4
Australia	6	Ghana	3
Belgium	5	Switzerland	3
Brazil	5	Zimbabwe	3
China	5	Argentina	2
France	5	Austria	2
Pakistan	5	Chile	2
Russian Federation	5		

Source : Scopus .

Figure 3: Production des pays dans le temps.



Source : Bibliometrix, RStudio

6. Discussion et conclusion

Tout d'abord, cet article effectue une analyse générale de la source à travers une revue littérature et bibliométrique, du temps et des auteurs des publications, puis extrait les articles très cités sur 20 ans de 2000 à 2025, et analyse la relation entre la source de la publication, l'auteur et l'institution par le biais d'une analyse collaborative des réseaux. Enfin, une analyse visuelle détaillée des mots-clés de ces publications est effectuée, et le graphique visuel obtenu par le logiciel est analysé et discuté.

L'étude a examiné de manière exhaustive la littérature sur les diverses motivations avancées par les chercheurs en faveur de la taxation et de l'application des SI et celles contre cette taxation et son application. Le document discutait les motivations pour taxer l'IS en Afrique. Ce sont : la mobilisation des recettes, l'amélioration de la croissance, le renforcement de la gouvernance, la réduction des inégalités et l'amélioration du moral fiscal. Plusieurs lacunes, similarités et différences dans les études examinées ont été mises en évidence. Ce que l'on peut tirer de la littérature, c'est que le motif de mobilisation des revenus est le plus actuel de tous les motifs, mais il reste douteux qu'un montant significatif de revenus puisse être collecté auprès du secteur. La réalisation des gains de formalisation et de croissance est également discutable et contestée parmi les chercheurs. De plus, bien que la reconstruction du motif de contact social soit cruciale, la question de savoir si cela peut être fait par le biais de la taxation des EI appelle à une enquête plus approfondie et plus complète et empirique car les preuves actuelles montrent le contraire. Les revues de littérature servent normalement de base au développement des connaissances, aident à engendrer de nouvelles idées et orientations conceptuelles, ainsi qu'à faire progresser les voies contemporaines pour la politique et la pratique.

En conséquence, à partir des résultats, les recommandations suivantes sont faites sur la recherche future et comment améliorer le cadre actuel de taxation des SI dans une analyse plus équilibrée des motifs. Tout d'abord, il est nécessaire de considérer combien de revenus les gouvernements peuvent mobiliser à partir du SI et aussi le compromis entre ces motifs. Comment la collecte des revenus du secteur affecte la croissance, les relations de gouvernance et l'accomplissement du contrat social et la construction d'une culture de conformité est une évaluation essentielle à faire.

Deuxièmement, l'impact de la fiscalité sur les autres objectifs du gouvernement tels que la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et la croissance économique doit être évalué. Présenter les motifs de génération de revenus et les gains de croissance découlant de la formalisation sans accorder une attention adéquate aux contraintes à la croissance telles qu'un meilleur accès aux infrastructures, à la formation, au financement ainsi qu'au développement des compétences dans les domaines de la comptabilité, le marketing, la gestion des ressources humaines et la technologie de l'information compromettront la réalisation de ces motifs et les laisseront comme des rêves tout simplement insaisissables. Troisièmement, il faut s'efforcer de quantifier les paiements effectués aux autorités locales par les entreprises de SI afin de valider les arguments de la régressivité, des violations de l'équité et de la multiplicité des taxes. Les paiements et frais locaux peuvent être considérés comme très faibles, mais compte tenu de la variabilité, de l'instabilité, de la minutie et parfois de la saisonnalité des revenus des SI, il se peut que les montants ne soient pas faibles après tout et qu'ils représentent une

part importante de ces revenus. Ignorer leur impact sur les revenus de la SI au motif qu'ils sont faibles pourrait en fait être une distorsion des niveaux de vulnérabilité et de pauvreté qui caractérisent le secteur.

L'une des limites de l'article était que sur le snowballing, dans la plupart des jugements sur le snowballing à la fois en avant et en arrière étant basés sur les titres et les résumés des articles sélectionnés, il y a une possibilité d'ignorer les articles dont les titres, résumé ou mots-clés ne reflétaient pas les motifs, justifications ou raisons de la taxation des SI pourtant celles-ci auraient pu être abordées à l'intérieur des papiers.

De plus, cet article utilise une seule base de données Scopus pour obtenir les données utilisées pour l'analyse bibliométrique. L'analyse bibliométrique dans cet article est basée sur une grande quantité de littérature sur le secteur informel en fiscalisation ; elle révèle la situation globale dans ce domaine et fournit quelques orientations de recherche fondamentales, mais ne comprend pas une analyse plus détaillée d'une direction spécifique de la littérature.

Références

- Amer, M., & Hilmi, Y. (2024). ERP and the Metamorphosis of Management Control: An Innovative Bibliometric Exploration. *Salud, Ciencia y Tecnología-Serie de Conferencias*, 3.
- Aranjo-Bonjean, C., & Chambas, G. (2003). Taxing the Urban Unrecorded Economy in Sub-Saharan Africa. *CERDI, Etudes et Documents E*, 2003. [DOI: 10.1016/S0573-8555\(04\)68815-8](https://doi.org/10.1016/S0573-8555(04)68815-8).
- Bairagya, H. R., Mukhopadhyay, B. P., & Bera, A. K. (2011). Role of salt bridge dynamics in inter domain recognition of human IMPDH isoforms: an insight to inhibitor topology for isoform-II. *Journal of Biomolecular Structure and Dynamics*, 29(3), 441-462.
- Bandura, A. (1999). Social cognitive theory: An agentic perspective. *Asian journal of social psychology*, 2(1), 21-41.
- Bitzenis, A., & Vlachos, V. (2018). Tax morale in times of economic depression: The case of Greece. In *Advances in Taxation* (pp. 173-199). Emerald Publishing Limited. [DOI:10.1108/S1058-749720180000025008](https://doi.org/10.1108/S1058-749720180000025008)
- Cradock-Henry, N. A., Kirk, N., Ricart, S., Diprose, G., & Kannemeyer, R. (2023). Decisions, options, and actions in the face of uncertainty: a systematic bibliometric and thematic review of climate adaptation pathways. *Environmental Research Letters*, 18(7), 073002. [DOI: 10.1088/1748-9326/ace0ce](https://doi.org/10.1088/1748-9326/ace0ce)
- Dalu, T., Maposa, V. G., Dalu, T., & Pabwaungana, S. (2013). Awareness and compliance levels of informal traders with regards to their presumptive tax obligations: a case of Harare central business district informal traders. *African Journal of Economic and Sustainable Development*, 2(4), 297-308.
- Daude, C., Gutierrez, H., & Melguizo, A. (2013). What drives tax morale? A focus on emerging economies. *Review of Public Economics*, 207(4), 9-40. [DOI: 10.7866/HPE-rPE.13.4.1](https://doi.org/10.7866/HPE-rPE.13.4.1)
- Fox, L., & Pimhidzai, O. (2011). Is informality welfare-enhancing structural transformation? Evidence from Uganda. *Evidence from Uganda (October 1, 2011). World Bank Policy Research Working Paper*, (5866).
- Gangi, F., Meles, A., D'Angelo, E., & Daniele, L. M. (2019). Sustainable development and corporate governance in the financial system: are environmentally friendly banks less risky?. *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, 26(3), 529-547. [DOI 10.1002/csr.1699](https://doi.org/10.1002/csr.1699)
- Joshi, A., Prichard, W., & Heady, C. (2014). Taxing the informal economy: The current state of knowledge and agendas for future research. *The Journal of Development Studies*, 50(10), 1325-1347. [DOI: 10.1080/00220388.2014.940910](https://doi.org/10.1080/00220388.2014.940910)
- HILMI, Y., & HELMI, D. (2024). Impact du big data sur le métier de contrôleur de gestion: Analyse bibliométrique et lexicométrique de la littérature. *Journal of Academic Finance*, 15(1), 74-91.
- Kalyani, M. (2015). Unorganised workers: A core strength of Indian labour force: An analysis. *International Journal of Research*, 44.
- Kawimbe, S., & Mulonga, P. (2024). An Examination of Constraints of Taxing the Informal Sector and the Impact on Revenue Mobilisation in Zambia.

- Kundt, T. (2017). Private Sector Development and Growth in Developing Countries: The Role of Tax Policy and Administration. *K4D Emerging Issues Report*.
- Kundt, T. C. (2017). Opportunities and challenges for taxing the informal economy and subnational taxation. *Emerging Issues Report*, 2(1), 3-15.
- Ligomeka, W. (2019). Expensive to be a female trader: The reality of taxation of flea market traders in Zimbabwe.
- Maina, E. M., Chouhan, V., & Goswami, S. (2020). Measuring behavioral aspect of IFRS implementation in India and Kenya. *International Journal of Scientific and Technology Research*, 9(1), 2045-2048.
- Marcia, M., Ermler, U., Peng, G., & Michel, H. (2010). A new structure-based classification of sulfide: quinone oxidoreductases. *Proteins: Structure, Function, and Bioinformatics*, 78(5), 1073-1083. [DOI: 10.1002/prot.22665](https://doi.org/10.1002/prot.22665)
- Mpofu, F. Y. S. (2021). Informal sector taxation and enforcement in African countries: How plausible and achievable are the motives behind? A critical literature review. *Open Economics*, 4(1), 72-97. <https://doi.org/10.1515/openec-2020-0114>
- Munjeyi, E. (2017). Informal sector taxation: Is there anything worth research. *Research Journal of Accounting and Finance*, 8(20), 56-76.
- Munjeyi, E., & Kebonyethebe, K. The Informal Sector in Africa-An Invisible Force with Visible Impact: Evidence from Botswana and Zimbabwe.
- Ndaka, A. K. (2017). Informal sector and taxation in Kenya: Causes and effects. *International Journal of Law, Humanities and Social Science*, 1(4), 77-86.
- Ndaka, A., Lassou, P. J., Kan, K. A. S., & Fosso-Wamba, S. (2024). Toward response-able AI: A decolonial perspective to AI-enabled accounting systems in Africa. *Critical Perspectives on Accounting*, 99, 102736. [DOI : 10.1016/j.cpa.2024.102736](https://doi.org/10.1016/j.cpa.2024.102736)
- Palivos, T., & Litina, A. (2015). Corruption and Tax Evasion: Reflections on Greek Tragedy.
- Pasquier, S. B., & Saussay, A. (2012). Progress implementing the IEA 25 energy efficiency policy recommendations: 2011 evaluation.
- Pfister, C. (2010). The vulnerability of past societies to climatic variation: a new focus for historical climatology in the twenty-first century. *Climatic change*, 100(1), 25-31.
- Schneider, F., & Buehn, A. (2018). Shadow economy: Estimation methods, problems, results and open questions. *Open Economics*, 1(1), 1-29. [DOI : 10.1515/openec-2017-0001](https://doi.org/10.1515/openec-2017-0001).
- Sebele-Mpofu, F. Y. (2020). Governance quality and tax morale and compliance in Zimbabwe's informal sector. *Cogent Business & Management*, 7(1), 1794662.
- Smith, D. E., Raswyck, G. E., & Dickerson Davidson, L. (2014). From Hofmann to the Haight Ashbury, and into the future: the past and potential of lysergic acid diethylamide. *Journal of Psychoactive Drugs*, 46(1), 3-10.
- Tadjibaeva, D., & Komilova, I. (2012). The influence of tax reforms on the prosperity of micro-firms and small businesses in Uzbekistan. *Asia-Pacific Development Journal*, 16(2), 31-64.
- Van den Boogaard, V., & Prichard, W. (2016). What have we learned about informal taxation in sub-Saharan Africa?. *Summary Brief No*, 2.
- Wadzanai, S., Zhou, J., & Chirisa, I. (2018). *Informal economy and social vulnerability in Zimbabwe*. R. Machemedze (Ed.). Friedrich Ebert Stiftung Zimbabwe.